

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 361

[2003/200028]

**19 DECEMBRE 2002. — Décret relatif à la promotion de l'agriculture
et au développement des produits agricoles de qualité différenciée (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Titre I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « filière » : l'ensemble des activités liées à la production, la transformation et la distribution d'un produit agricole ou d'une gamme de produits agricoles;

2° « produit agricole de qualité différenciée » : produit présentant un intérêt de par un certain nombre de caractéristiques identifiables liées à son processus de production ou de transformation, en respectant un cahier des charges intégrant notamment des critères d'emploi et d'environnement approuvés par le Gouvernement;

3° « marque collective » : la marque collective communautaire déposée par le Gouvernement wallon au sens du règlement européen n° 40/94 du Conseil du 20 décembre 1993 sur la marque communautaire, afin de promouvoir la qualité différenciée;

4° « organisme de contrôle » : personne de droit public ou privé chargée, au sens du règlement européen n° 2081/92, de réaliser des contrôles ou des certifications de produits, de services ou de personnes, disposant d'un agrément délivré par le Gouvernement;

5° « conseil de filière » : structure dotée ou non de la personnalité juridique et composée de représentants d'une filière.

Art. 2. Le présent décret règle une matière visée à l'article 6, § 1^{er}, V, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988, du 16 juillet 1993 et du 13 juillet 2001.

Art. 3. Dans le cadre de sa politique de promotion de l'agriculture et de développement des produits agricoles de qualité différenciée, il appartient au Gouvernement, notamment, de déposer une marque collective communautaire dont l'attribution est réservée aux produits agricoles de qualité différenciée.

L'agence visée à l'article 5 attribue et retire le droit d'utiliser la marque collective.

Le conseil de filière visé à l'article 4 établit, en concertation avec l'agence, un projet de plan de développement et de promotion des activités, ainsi qu'un ou plusieurs projets de cahiers des charges.

Les projets de plans et de cahiers des charges visés à l'alinéa précédent sont soumis par l'agence, et après avis de celle-ci, à l'approbation du Gouvernement.

Le contrôle du respect des cahiers des charges est effectué par les organismes de contrôle indépendants définis à l'article 1^{er}, 4°.

Le Gouvernement est chargé des modalités d'exécution du présent article.

Titre II. — Constitution, agrément et rôle du conseil de filière

Art. 4. Le conseil de filière représente les intérêts d'une filière considérée.

Il est constitué soit à l'initiative du Gouvernement, soit à l'initiative d'opérateurs économiques concernés.

La liste des filières pour lesquelles un conseil de filière peut être institué est arrêtée par le Gouvernement.

Le conseil de filière est agréé par le Gouvernement selon les critères et modalités qu'il détermine.

Parmi les critères d'agrément du conseil de filière, il est notamment tenu compte de l'opportunité socio-économique de cette création, de la représentativité et de l'importance économique des opérateurs au sein du secteur considéré.

Le projet de plan de développement et de promotion des activités visé à l'article 3 comprend au minimum :

- l'identification des atouts et faiblesses, ainsi que les opportunités ou menaces présentes ou potentielles de la filière;

- une stratégie visant un accroissement de la valeur ajoutée des productions par des mesures de développement et de promotion des produits de qualité différenciée sur la base des résultats fournis par l'observatoire de la consommation de l'agence et d'analyses socio-économiques;

- une stratégie pour un accroissement de la production et de la consommation de produits de qualité différenciée;

- une description des modes de commercialisation et de production envisagés dans la stratégie de développement;

- les objectifs et perspectives d'évolution qualitative et quantitative des produits de qualité différenciée.

Le Gouvernement fixe les modalités de présentation du projet de plan.

Titre III. — L'agence**CHAPITRE I^{er}. — Création et missions**

Art. 5. Il est créé sous la dénomination « Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité », en abrégé « APAQ-W », dénommée ci-après « l'agence », un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique.

L'agence est classée parmi les organismes de la catégorie A énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Les dispositions de cette loi sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent décret.

Le siège de l'agence est établi à Namur.

Art. 6. L'agence est l'instrument du Gouvernement chargé de l'assister dans la définition et la mise en œuvre d'une politique intégrée et concertée de promotion de l'agriculture et de développement des produits agricoles de qualité différenciée sur le territoire de la Belgique.

A cette fin, elle est chargée de :

1° conseiller le Gouvernement dans la définition d'une politique globale et intégrée de promotion de l'agriculture et de développement des produits agricoles de qualité différenciée et, à cet effet, élaborer une proposition de plan stratégique pluriannuel;

2° fournir au Gouvernement les éléments de suivi de la mise en œuvre et d'évaluation de la politique qu'il mène en la matière;

3° analyser et évaluer les projets de plan de développement et de promotion établis par les conseils de filière;

4° en ce qui concerne la promotion de l'agriculture :

a) faire connaître et apprécier les spécificités de l'agriculture wallonne;

b) développer une image positive de l'agriculture, de ses entreprises et de ses produits;

c) mettre en évidence la qualité générique des produits, notamment au travers d'informations sur les équilibres alimentaires;

d) mettre en œuvre des actions pédagogiques et favoriser le développement au goût et aux saveurs;

e) mettre en évidence les fonctions sociale, culturelle et environnementale de l'agriculture;

f) faire connaître la marque collective de manière générale;

g) promouvoir les différents modes de distribution des produits agricoles;

5° en ce qui concerne le développement des produits de qualité différenciée :

a) faire connaître les gammes de produits de qualité différenciée;

b) assurer la crédibilité de la différenciation de la qualité en élaborant des critères de reconnaissance destinés à l'élaboration des cahiers des charges et en supervisant le contrôle effectué par les organismes de contrôle;

c) collecter les résultats des contrôles et analyses liés au respect des cahiers des charges de la marque collective et effectués par les organismes de contrôle;

d) proposer la définition des exigences essentielles de la marque collective à soumettre au Gouvernement;

e) déterminer les axes prioritaires de développement de la marque collective;

f) établir des critères de sélection pour le choix des produits;

g) attribuer et retirer le droit d'utiliser la marque collective après avis du comité de la marque défini à l'article 10;

h) gérer la mise en œuvre opérationnelle de la marque collective en créant une masse critique à moyen terme permettant de donner un poids commercial suffisant à la marque collective;

i) fournir aux différents opérateurs les éléments d'information sur la filière, qui les aident à définir leur politique et suivre leurs actions.

Art. 7. L'agence développe toute forme de collaboration avec des partenaires publics ou privés en rapport avec ses missions.

Art. 8. Tout recours relatif à l'attribution ou au retrait du droit d'utiliser la marque collective visée à l'article 6, 5°, g., relève de la compétence du Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

CHAPITRE II. — Comité d'orientation et comité de la marque collective

Art. 9. § 1^{er}. Le Gouvernement institue un comité d'orientation qui a pour missions de :

1° remettre un avis au Gouvernement sur :

a) les projets de plans de développement et de promotion élaborés par les conseils de filière;

b) les propositions de promotion de l'agriculture wallonne;

c) le développement de la marque collective;

d) la proposition de plan stratégique pluriannuel visé à l'article 6, 1°;

e) la cohérence entre la stratégie de développement de la marque proposée par le comité de la marque à l'article 10, § 1^{er}, 1°, et les projets de plans de développement approuvés par le Gouvernement conformément à l'alinéa 4 de l'article 3;

2° formuler des propositions et avis sur la gestion de l'agence.

§ 2. Le comité d'orientation est composé de dix-neuf membres, nommés par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine et répartis comme suit :

1° trois représentants des organisations professionnelles agricoles;

2° deux représentants du secteur de la transformation;

3° deux représentants du secteur de la distribution, dont un issu du secteur coopératif;

4° trois représentants des associations représentatives des consommateurs;

5° cinq représentants du Gouvernement;

6° le directeur général responsable de la Direction générale de l'agriculture ou son représentant;

7° le directeur général de l'Agence wallonne à l'exportation ou son représentant;

8° deux experts : il s'agira d'un spécialiste en marketing et d'un scientifique.

Le Gouvernement nomme le président et le vice-président du comité d'orientation parmi les membres.

Le directeur général et le directeur général adjoint de l'agence assistent aux réunions du comité d'orientation avec voix consultative.

§ 3. Le comité d'orientation établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement institue un comité de la marque collective qui a pour mission de remettre un avis préalable sur :

1° la stratégie à mener concernant la marque collective, l'admission de nouveaux produits sous la marque collective et l'évaluation des produits qui y sont déjà;

2° l'attribution et le retrait du droit d'utiliser la marque collective.

§ 2. Le comité de la marque collective est composé de sept membres, nommés par le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine et répartis comme suit :

1° un représentant des organisations professionnelles agricoles;

2° un représentant du secteur de la transformation;

3° un représentant du secteur de la distribution;

4° un représentant des associations représentatives des consommateurs;

5° deux représentants du Gouvernement;

6° un expert, spécialisé en marketing.

Le Gouvernement nomme le président et le vice-président du comité de la marque collective parmi les membres.

Le directeur général et le directeur général adjoint de l'agence ainsi qu'un représentant de la Direction générale de l'agriculture assistent aux réunions du comité de la marque collective avec voix consultative.

§ 3. Le comité de la marque collective établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Gestion journalière*

Art. 11. Les avis émis par le comité de la marque et le comité d'orientation sont centralisés au niveau de l'agence.

Art. 12. L'agence est dirigée par un directeur général assisté d'un directeur général adjoint.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées au directeur général et au directeur général adjoint.

CHAPITRE IV. — *Gestion financière*

Art. 13. Les ressources de l'agence sont :

1° les recettes provenant de ses activités;

2° les subventions à charge du budget de la Région wallonne, selon les modalités fixées par le Gouvernement;

3° le produit de la gestion de la marque collective déposée par le Gouvernement selon la réglementation européenne en vigueur et selon les modalités de gestion de la marque collective telles que déterminées par le Gouvernement;

4° les recettes provenant de son patrimoine;

5° les dons et legs autorisés par le Gouvernement;

6° la participation financière de partenaires privés ou publics pour la mise en œuvre de projets qui s'insèrent dans les plans de développement et de promotion de produits agricoles de qualité différenciée non encore repris sous la marque collective;

7° les revenus de parrainage ou de cofinancement.

Art. 14. Le Gouvernement établit le projet de budget annuel de l'agence.

Il est annexé au projet de budget des dépenses de la Région wallonne et soumis à l'approbation du Conseil régional. Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui concernent l'agence dans le décret contenant le budget des dépenses de la Région wallonne.

Le Gouvernement fixe la date pour laquelle le projet de budget doit être établi.

Art. 15. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet de budget de l'agence, sauf s'il s'agit de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Art. 16. Les transferts et dépassements de crédits inscrits portés au budget de l'agence doivent être autorisés par le Gouvernement.

Si les dépassements de crédits envisagés sont susceptibles d'entraîner une intervention financière supérieure à celle prévue initialement dans le budget de la Région, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 17. § 1^{er}. L'agence présente au Gouvernement des situations périodiques et un rapport annuel sur ses activités selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le rapport annuel est transmis par le Gouvernement au Conseil régional au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année considérée.

En outre, l'agence soumet annuellement au Gouvernement une évaluation des actions menées, en ce compris la pertinence des instruments et l'efficacité de leur mise en œuvre, ainsi que toute proposition relative aux mesures à prendre et aux politiques à mener en vue d'améliorer les résultats obtenus dans le cadre de l'exercice de ses missions.

§ 2. Elle dresse le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'un bilan accompagné d'un compte de résultats au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'année considérée.

§ 3. Le Gouvernement organise la tenue d'une comptabilité de l'agence. Il peut également rendre applicables à celle-ci les règles régissant le contrôle de l'engagement des dépenses au sein du Ministère de la Région wallonne.

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les règles complémentaires relatives :

1° à la présentation des budgets;

2° à la comptabilité;

3° à la reddition des comptes;

4° aux situations et rapports périodiques.

§ 2. Le Gouvernement fixe les règles relatives :

1° à la détermination des recettes et à leur affectation;

2° au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine;

3° au mode de calcul et à la fixation du montant maximum :

a) des amortissements;

b) des réserves spéciales et autres provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'agence.

Titre IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 19. L'article 1^{er}, 7°, du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne doit se lire comme suit :

« 7° Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité. »

Art. 20. La dissolution de l'agence ne peut être décidée que par décret. Celui-ci règle le mode de liquidation. L'actif net existant à la liquidation de l'agence est versé au budget des recettes de la Région wallonne.

Art. 21. Le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture est abrogé.

Art. 22. Les membres du personnel de l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture en fonction à la date de l'entrée en vigueur du présent décret sont transférés de plein droit à l'agence. Ils conservent la qualité, le grade, la rémunération et l'ancienneté dont ils bénéficiaient à l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture, dans le respect des dispositions de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux.

Art. 23. Les biens, droits et obligations de l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture sont transférés de plein droit à l'agence.

Art. 24. Les dispositions prises en exécution de l'article 4 du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture restent applicables à l'agence jusqu'à la date fixée par le Gouvernement et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 25. Les sections consultatives créées en exécution de l'article 8 du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture sont maintenues jusqu'à la constitution des conseils de filière visés à l'article 4 du présent décret et au plus tard le 31 décembre 2007.

Les sections consultatives maintenues sont chargées de donner des avis à l'agence dans le cadre des actions de promotion pour les secteurs qu'elles représentent.

Art. 26. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil 389 (2001-2002) N^{os} 1 à 19.

Compte rendu intégral, séance publique 18 décembre 2002.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 361

[2003/200028]

**19. DEZEMBER 2002 — Dekret zur Förderung der Landwirtschaft
und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Titel I — Allgemeines

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° «Sparte»: die gesamten Tätigkeiten zur Erzeugung, zur Verarbeitung und zum Vertrieb eines Agrarprodukts oder einer Reihe Agrarprodukte;

2° «qualitativ differenziertes Agrarprodukt»: ein Erzeugnis, das aufgrund bestimmter identifizierbarer Merkmale seines Herstellungs- oder Verarbeitungsverfahrens, durch die Einhaltung eines Lastenheftes, das insbesondere von der Regierung genehmigten Beschäftigungs- und Umweltkriterien Rechnung trägt, von Interesse ist;

3° «Kollektivmarke»: die von der Wallonischen Regierung zur Förderung qualitativ differenzierter Produkte angemeldete Gemeinschaftskollektivmarke im Sinne der Europäischen Verordnung Nr. 40/94 des Rates vom 20. Dezember 1993 über die Gemeinschaftsmarke;

4° «Kontrolleinrichtung»: öffentlich-rechtliche oder privatrechtliche Person, die im Sinne der Europäischen Verordnung Nr. 2081/92 mit der Durchführung von Kontrollen oder der Zertifizierung von Produkten, Dienstleistungen oder Personen beauftragt wird, und über eine entsprechende Zulassung der Regierung verfügt;

5° «Spartenausschuss»: Struktur, die über die Rechtspersönlichkeit verfügt oder nicht, und die aus Vertretern einer Sparte zusammengestellt ist.

Art. 2 - Im vorliegenden Dekret wird eine in Art. 6 § 1, V, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der durch die Sondergesetze vom 8. August 1988, vom 16. Juli 1993 und 13. Juli 2001 abgeänderten Fassung, erwähnte Angelegenheit geregelt.

Art. 3 - Im Rahmen der Regierungspolitik zur Förderung der Landwirtschaft und zur Entwicklung von qualitativ differenzierten Produkten obliegt es der Regierung, insbesondere eine den qualitativ differenzierten Agrarprodukten vorbehaltenen Gemeinschaftskollektivmarke einzutragen.

Die in Art. 5 erwähnte Agentur vergibt und entzieht das Recht, die Kollektivmarke zu verwenden.

Der in Art. 4 erwähnte Spartenausschuss erstellt in Zusammenarbeit mit der Agentur den Entwurf eines Plans zur Entwicklung und Förderung der Tätigkeiten sowie ebenfalls einen oder mehrere Lastenheftentwürfe.

Die im vorigen Absatz erwähnten Plan- und Lastenheftentwürfe werden von der Agentur, nachdem sie ihr Gutachten abgegeben hat, der Regierung zur Zustimmung vorgelegt.

Die Kontrolle der Beachtung der Lastenhefte wird von den in Art. 1, 4° bestimmten unabhängigen Kontrolleinrichtungen durchgeführt.

Die Regierung wird mit den Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Artikels beauftragt.

Titel II — Bildung, Zulassung und Rolle des Spartenausschusses

Art. 4 - Der Spartenausschuss vertritt die Interessen der betreffenden Sparte.

Er wird entweder auf Initiative der Regierung oder auf Initiative der betroffenen Marktteilnehmer gebildet.

Die Liste der Sparten, für die ein Spartenausschuss gebildet werden kann, wird von der Regierung festgelegt.

Der Spartenausschuss wird von der Regierung nach von ihr bestimmten Kriterien und Durchführungsbestimmungen zugelassen.

Unter den Zulassungskriterien des Spartenausschusses werden insbesondere die sozio-ökonomische Zweckmäßigkeit der Bildung dieses Ausschusses, die Repräsentativität und die wirtschaftliche Bedeutung der Marktteilnehmer innerhalb des betroffenen Sektors berücksichtigt.

Der in Art. 3 erwähnte Entwurf des Plans zur Entwicklung und Förderung der Tätigkeiten umfasst mindestens:

- die Identifizierung der Trümpfe und Schwächen, der bereits bestehenden oder potentiellen Chancen oder Gefahren für die betreffende Sparte;

- eine Strategie zur Erhöhung des Mehrwerts der Produktionen durch Maßnahmen zur Entwicklung und Förderung der qualitativ differenzierten Produkte auf der Grundlage von Ergebnissen, die von der Konsum-Beobachtungsstelle der Agentur geliefert werden, und von sozio-ökonomischen Untersuchungen;

- eine Strategie zur Steigerung der Produktion und des Verbrauchs von qualitativ differenzierten Produkten;

- eine Beschreibung der im Rahmen der Entwicklungsstrategie geplanten Vermarktungs- und Produktionsverfahren;

- die Ziele und Aussichten der qualitativen und quantitativen Entwicklung der qualitativ differenzierten Erzeugnisse.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen für die Hinterlegung des Planentwurfs fest.

Titel III — Die Agentur**KAPITEL I — Gründung und Aufgaben**

Art. 5 - Unter der Bezeichnung «Agence wallonne pour la Promotion d'une Agriculture de Qualité» (Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft), abgekürzt «APAQ-W», nachstehend «die Agentur» genannt, wird eine über die Rechtspersönlichkeit verfügende Einrichtung öffentlichen Interesses gegründet.

Die Agentur fällt unter die Kategorie A der im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses aufgeführten Einrichtungen. Die Bestimmungen dieses Gesetzes sind anwendbar, insofern das vorliegende Dekret nicht davon abweicht.

Der Sitz der Agentur befindet sich in Namur.

Art. 6 - Die Agentur ist das Instrument der Regierung, das letztere bei der Festlegung und Durchführung einer integrierten und konzertierten Politik zur Förderung der Landwirtschaft und Entwicklung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten in Belgien unterstützt.

Zu diesem Zweck wird sie mit Folgendem beauftragt:

1° die Regierung bei der Festlegung einer gesamten und integrierten Politik zur Förderung der Landwirtschaft und Entwicklung der qualitativ differenzierten Agrarprodukte beraten und zu diesem Zweck einen Vorschlag zu einem strategischen Mehrjahresplan erarbeiten;

2° der Regierung die relevante Information in Bezug auf die Überwachung der Durchführung und der Bewertung der geführten Politik übermitteln;

3° die von den Spartenausschüssen aufgestellten Entwürfe des Entwicklungs- und Förderungsplans untersuchen und bewerten;

4° hinsichtlich der Förderung der Landwirtschaft:

a) die Öffentlichkeit über die Besonderheiten der wallonischen Landwirtschaft informieren, damit sie besser geschätzt wird;

b) ein positives Bild der Landwirtschaft, deren Betriebe und Erzeugnisse fördern;

c) die generische Qualität der Produkte hervorheben, u.a. durch die Verbreitung von Information über die Nahrungsgleichgewichte;

d) pädagogische Aktionen zur Geschmacksbildung durchführen und fördern;

e) die soziale, kulturelle und umweltbezogene Funktion der Landwirtschaft hervorheben;

f) die Öffentlichkeit allgemein über die Kollektivmarke informieren;

g) die verschiedenen Vermarktungswege der Agrarprodukte fördern;

5° was die Entwicklung der qualitativ differenzierten Produkte angeht:

a) die Öffentlichkeit über das gesamte Warenangebot an qualitativ differenzierten Produkten informieren;

b) die Glaubwürdigkeit der qualitativen Differenzierung gewährleisten, indem Anerkennungskriterien ausgearbeitet werden, die zur Aufstellung der Lastenhefte bestimmt sind und indem eine allgemeine Aufsicht über die Kontrolltätigkeiten, die durch die Kontrolleinrichtungen vorgenommen werden, geführt wird;

c) die Ergebnisse der Kontrollen und Analysen sammeln, die mit der Beachtung der Lastenhefte der Kollektivmarke in Zusammenhang stehen, und von den Kontrolleinrichtungen durchgeführt werden;

d) die Festlegung der Hauptanforderungen der Kollektivmarke vorschlagen, die der Regierung zu unterbreiten sind;

e) die Schwerpunkte der Entwicklung der Kollektivmarke festlegen;

f) die Auswahlkriterien für die Wahl der Produkte festlegen;

g) das Recht zur Benutzung der Kollektivmarke vergeben und entziehen, nachdem der Markenausschuss im Sinne von Art. 10 dazu Stellung genommen hat;

h) die operationelle Einführung der Kollektivmarke gewährleisten, wobei mittelfristig eine kritische Masse geschaffen wird, die dazu reicht, der Kollektivmarke eine genügende kommerzielle Bedeutung zu verleihen;

i) den verschiedenen Aktionsträgern alle Information über die Sparte mitteilen, die ihnen bei der Bestimmung ihrer Politik und Verfolgung ihrer Maßnahmen nützlich sein wird.

Art. 7 - Die Agentur fördert jede Form der Zusammenarbeit mit öffentlichen oder privaten Partnern in Zusammenhang mit ihren Aufgaben.

Art. 8 - Jeglicher Einspruch bezüglich der Vergabe oder Entziehung des Rechts zur Benutzung der in Art. 6, 5°, g. erwähnten Kollektivmarke fällt in die Zuständigkeit der Regierung nach den Durchführungsbestimmungen, die sie festlegt.

KAPITEL II — *Orientierungsausschuss und Ausschuss für die Kollektivmarke*

Art. 9 - § 1. Die Regierung setzt einen Orientierungsausschuss ein, der folgende Aufgaben hat:

1° der Regierung ein Gutachten über Folgendes abgeben:

a) die von den Spartenausschüssen aufgestellten Entwicklungs- und Förderungspläne;

b) die Vorschläge in Bezug auf die Förderung der wallonischen Landwirtschaft;

c) die Entwicklung der Kollektivmarke;

d) der Vorschlag zum strategischen Mehrjahresplan im Sinne von Art. 6, 1°;

e) die Kohärenz zwischen der nach Art. 10, § 1, 1° vom Markenausschuss vorgeschlagenen Strategie zur Entwicklung der Marke und den gemäß Art. 3, Absatz 4 von der Regierung genehmigten Entwürfen zu den Entwicklungsplänen;

2° Vorschläge und Gutachten über die Führung der Agentur abgeben.

§ 2. Der Orientierungsausschuss besteht aus neunzehn Mitgliedern, die von der Regierung nach von ihr festgelegten Modalitäten ernannt werden, und sich wie folgt verteilen:

1° drei Vertreter der landwirtschaftlichen Berufsorganisationen;

2° zwei Vertreter des Verarbeitungssektors;

3° zwei Vertreter des Vertriebssektors, worunter ein Vertreter des Genossenschaftssektors;

4° drei Vertreter der Verbrauchervereinigungen;

5° fünf Vertreter der Regierung;

6° der Generaldirektor, der für die Generaldirektion der Landwirtschaft verantwortlich ist, oder sein Vertreter;

7° der Generaldirektor der «Agence wallonne à l'exportation» (Wallonische Exportagentur) oder sein Vertreter;

8° zwei Sachverständige: ein Experte im Bereich Marketing und ein wissenschaftlicher Experte.

Die Regierung ernennt den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Orientierungsausschusses unter den Mitgliedern.

Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor der Agentur nehmen an den Versammlungen des Orientierungsausschusses mit beratender Stimme teil.

§ 3. Der Orientierungsausschuss bestimmt seine innere Dienstordnung, die er der Zustimmung der Regierung unterbreitet.

Art. 10 - § 1. Die Regierung setzt einen Ausschuss für die Kollektivmarke ein, der die Aufgabe hat, ein vorhergehendes Gutachten über Folgendes abzugeben:

1° die in Bezug auf die Kollektivmarke zu führende Strategie, die Zulassung von neuen Produkten unter der Kollektivmarke und die Bewertung der bereits zugelassenen Produkte;

2° die Vergabe und Entziehung des Rechts, die Kollektivmarke zu benutzen.

§ 2. Der Ausschuss für die Kollektivmarke besteht aus sieben Mitgliedern, die von der Regierung gemäß von ihr festgelegten Bestimmungen ernannt werden, und sich wie folgt verteilen:

1° ein Vertreter der landwirtschaftlichen Berufsorganisationen;

2° ein Vertreter des Verarbeitungssektors;

3° ein Vertreter des Vertriebssektors;

4° ein Vertreter der Verbrauchervereinigungen;

5° zwei Vertreter der Regierung;

6° ein auf Marketing spezialisierter Sachverständiger.

Die Regierung ernennt den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Ausschusses für die Kollektivmarke unter den Mitgliedern.

Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor der Agentur sowie ein Vertreter der Generaldirektion der Landwirtschaft nehmen an den Versammlungen des Ausschusses für die Kollektivmarke mit beratender Stimme teil.

§ 3. Der Ausschuss für die Kollektivmarke bestimmt seine innere Dienstordnung, die er der Zustimmung der Regierung unterbreitet.

KAPITEL III — *Tägliche Geschäftsführung*

Art. 11 - Die von dem Ausschuss für die Kollektivmarke und dem Orientierungsausschuss abgegebenen Gutachten werden in der Agentur zentralisiert.

Art. 12 - Die Agentur wird von einem Generaldirektor geleitet, mit der Unterstützung eines beigeordneten Generaldirektors.

Die Regierung bestimmt, welche Vollmachten dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor übertragen werden.

KAPITEL IV — *Finanzverwaltung*

Art. 13 - Die Einnahmen der Agentur sind:

1° die Einkünfte, die aus deren Aktivitäten herrühren;

2° die Zuschüsse zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region nach von der Regierung bestimmten Modalitäten;

3° der Ertrag aus der Führung der von der Regierung eingetragenen Kollektivmarke gemäß der geltenden Europäischen Gesetzgebung und der von der Regierung festgelegten Modalitäten zur Führung der Kollektivmarke;

4° die Einkünfte, die aus dem Vermögen der Agentur herrühren;

5° die von der Regierung genehmigten Schenkungen und Legate;

6° die finanzielle Beteiligung von privaten oder öffentlichen Partnern im Hinblick auf die Durchführung von Projekten in Zusammenhang mit Plänen zur Entwicklung und Förderung von qualitativ differenzierten Agrarprodukten, die noch nicht unter die Kollektivmarke aufgenommen worden sind;

7° die Einkünfte aus Schirmherrschaften oder Mitfinanzierungen.

Art. 14 - Die Regierung stellt den Entwurf zum Haushaltsplan der Agentur auf.

Er wird dem Entwurf zum Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region beigelegt und der Genehmigung des Wallonischen Regionalrats unterbreitet. Diese Genehmigung liegt vor, wenn die Bestimmungen betreffend die Agentur im Dekret zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region verabschiedet werden.

Die Regierung bestimmt für welches Datum der Entwurf zum Haushaltsplan der Agentur aufgestellt werden muss.

Art. 15 - Die Tatsache, dass der Haushaltsplan der Agentur am ersten Tag des Haushaltsjahrs nicht genehmigt worden ist, steht der Verwendung der im Entwurf zum Haushaltsplan der Agentur eingetragenen Mittel nicht im Wege, außer wenn es sich um grundsätzlich neuartige Ausgaben handelt, für die im Haushaltsplan des vorigen Jahres keine Genehmigung vorliegt.

Art. 16 - Die Übertragungen und Überschreitungen von Mitteln, die im Haushaltsplan der Agentur eingetragen sind, müssen von der Regierung genehmigt werden.

Falls die geplanten Mittelüberschreitungen eine Beteiligung zur Folge haben könnten, die diejenige überschreitet, die ursprünglich im Haushaltsplan der Region vorgesehen war, so müssen sie zuvor durch die Verabschiedung entsprechender Mittel im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Regierung genehmigt werden.

Art. 17 - § 1. Die Agentur legt der Regierung Periodenrechnungen und einen Jahresbericht über ihre Aktivitäten vor, unter Einhaltung der vor der Regierung festgelegten Modalitäten.

Die Regierung übermittelt den Jahresbericht dem Regionalrat spätestens am 30. April des Jahres, das auf das betreffende Jahr folgt.

Des weiteren unterbreitet die Agentur der Regierung jährlich eine Bewertung der geführten Aktionen, einschließlich der Relevanz der Instrumente und der Zweckmäßigkeit ihrer Umsetzung, sowie jeglichen Vorschlag bezüglich der zu treffenden Maßnahmen und zu führenden Politik im Hinblick auf eine Verbesserung der im Rahmen der Ausführung ihrer Aufgaben erreichten Ergebnisse.

§ 2. Spätestens am 30. April des Jahres, das auf das betreffende Jahr folgt, fertigt sie die jährliche Rechnungsaufstellung über die Durchführung ihres Haushalts aus, sowie eine Bilanz, der eine Erfolgsrechnung beigefügt wird.

§ 3. Die Regierung regelt die Buchführung der Agentur. Sie kann ebenfalls verlangen, dass die Regeln bezüglich der Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region auf die Agentur anwendbar gemacht werden.

Art. 18 - § 1. Die Regierung setzt die zusätzlichen Regeln fest in Bezug auf:

- 1° die Vorlegung der Haushaltspläne;
- 2° die Buchführung;
- 3° die Rechnungslegung;
- 4° die periodischen Abrechnungen und Berichte.

§ 2. Die Regierung legt die Regeln fest in Bezug auf:

- 1° die Festlegung der Einnahmen und ihrer Verwendung;
- 2° das Verfahren zur Bewertung der Bestandteile des Vermögens;
- 3° das Verfahren zur Berechnung und Festlegung des Höchstbetrags:
 - a) der Abschreibungen;
 - b) der Sonderrücklagen und sonstigen Rückstellungen, die im Hinblick auf die Eigenart der Tätigkeiten der Agentur erforderlich sind.

Titel IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 19 - Art. 1, 7° des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, muss wie folgt gelesen werden:

«7° «Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité» (Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft).».

Art. 20 - Die Auflösung der Agentur kann nur mittels eines Dekrets beschlossen werden. In diesem Dekret wird das Verfahren zur Auflösung geregelt. Das Reinvermögen, das bei der Auflösung der Agentur besteht, wird dem Einnahmenhaushalt der Wallonischen Region übertragen.

Art. 21 - Das Dekret vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des «Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture» (Regionales Amte zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) und zur Organisierung seiner Verwaltung wird aufgehoben.

Art. 22 - Die Personalmitglieder des «Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture», die zum Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets im Amt sind, werden von Rechts wegen der Agentur übertragen. Sie behalten die Eigenschaft, den Dienstgrad, das Gehalt und die Dienstalterstufe, die sie beim «Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture» hatten, unter Beachtung der Bestimmungen des königlichen Erlasses vom 22. Dezember 2000 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze.

Art. 23 - Die Güter, Rechte und Verpflichtungen des «Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture» werden von Rechts wegen der Agentur übertragen.

Art. 24 - Die Bestimmungen, die in Ausführung von Art. 4 des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des «Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture» (Regionales Amte zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) und zur Organisierung seiner Verwaltung getroffen worden sind, bleiben auf die Agentur anwendbar bis zu einem Datum, das von der Regierung festgelegt wird, und spätestens bis zum 31. Dezember 2007.

Art. 25 - Die Beratungsabteilungen, die in Ausführung von Art. 8 des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des «Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture» (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) und zur Organisierung seiner Verwaltung geschaffen wurden, bleiben bis zur Bildung der Spartenausschüsse im Sinne von Art. 4 des vorliegenden Dekrets, und spätestens bis zum 31. Dezember 2007, erhalten.

Die aufrechterhaltenen Beratungsabteilungen werden damit beauftragt, der Agentur Gutachten abzugeben im Rahmen der Förderungsaktionen für die Sektoren, die sie vertreten.

Art. 26 - Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) Sitzung 2001-2002.

Dokumente des Rats 389 (2001-2002) Nr. 1 bis 19.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 18. Dezember 2002.

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 361

[2003/200028]

19 DECEMBER 2002. — Decreet betreffende de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I. — Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "keten": de gezamenlijke activiteiten i.v.m. de productie, transformatie en distributie van een landbouwproduct of van een gamma landbouwproducten;

2° "landbouwproduct van gedifferentieerde kwaliteit": product dat waardevol is vanwege een aantal identificeerbare kenmerken i.v.m. het productie- of transformatieproces ervan, met inachtneming van een bestek waarin o.a. door de Regering goedgekeurde gebruiks- en milieucriteria opgenomen zijn;

3° "collectief merk": het collectieve gemeenschapsmerk gedeponereerd door de Waalse Regering ter bevordering van de gedifferentieerde kwaliteit, overeenkomstig de Europese verordening nr 40/94 van de Raad van 20 december 1993 inzake het Gemeenschapsmerk;

4° "controle-instelling": publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon belast in de zin van de Europese verordening nr. 2081/92 met het controleren en certificeren van producten, diensten en personen en in het bezit van een erkenning verleend door de Regering;

5° "ketenraad": structuur, al dan niet met rechtspersoonlijkheid, samengesteld uit vertegenwoordigers van een keten.

Art. 2. Dit decreet regelt een materie bedoeld in artikel 6, § 1, V, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988, 16 juli 1993 en 13 juli 2001.

Art. 3. De Regering is in het kader van haar beleid voor de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit bevoegd om onder andere een collectief gemeenschapsmerk te deponeren dat enkel aan landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit toegekend wordt.

Het recht om het collectieve merk te gebruiken wordt toegekend en ingetrokken door het agentschap bedoeld in artikel 5.

De ketenraad bedoeld in artikel 4 maakt in overleg met het agentschap een ontwerp van programma op voor de ontwikkeling en de bevordering van de activiteiten, alsook één of meer ontwerpen van bestekken.

Het agentschap legt de ontwerpen van programma's en bestekken bedoeld in het vorige lid ter goedkeuring voor aan de Regering nadat het advies heeft uitgebracht.

De zelfstandige controle-instellingen omschreven in artikel 1, 4°, gaan na of de bestekken in acht genomen worden.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering van dit artikel.

Titel II. — Samenstelling, erkenning en rol van de ketenraad

Art. 4. De ketenraad vertegenwoordigt de belangen van een bepaalde keten.

Hij wordt samengesteld hetzij op initiatief van de Regering, hetzij op initiatief van de betrokken economische operatoren.

De Regering bepaalt de lijst van de ketens waarvoor een ketenraad opgericht mag worden.

De Regering erkent de ketenraad op grond van de criteria en volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Als criteria voor de erkenning van de ketenraad wordt o.a. rekening gehouden met de sociaal-economische opportuniteit van de oprichting ervan, met de representativiteit en het economische gewicht van de operatoren binnen bedoelde sector.

Het ontwerp van programma voor de ontwikkeling en de bevordering van de activiteiten bedoeld in artikel 3 bevat hoe dan ook :

- de identificatie van de troeven en de zwakke punten, alsook de bestaande of potentiële opportuniteiten of risico's van de keten;

- een strategie gericht op een verhoging van de toegevoegde waarde van de producties via maatregelen tot ontwikkeling en bevordering van de producten van gedifferentieerde kwaliteit op basis van de resultaten verstrekt door het waarnemingscentrum voor consumptie van het agentschap en op grond van sociaal-economische analyses;

- een strategie voor een verhoging van de productie en de consumptie van de producten van gedifferentieerde kwaliteit;

- een omschrijving van de commercialisatie- en productiemethodes bedacht in de ontwikkelingsstrategie;

- de objectieven en perspectieven betreffende de kwalitatieve en kwantitatieve evolutie van de producten van gedifferentieerde kwaliteit.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de overlegging van het ontwerp van programma.

Titel III. — Het agentschap**HOOFDSTUK I. — Oprichting en opdrachten**

Art. 5. Er wordt een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht onder de benaming « Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité » (Waals agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw), afgekort "APAQ-W", hierna 'het agentschap' genoemd.

Het agentschap wordt ingedeeld bij de instellingen van categorie A bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De bepalingen van die wet zijn van toepassing voorzover dit decreet er niet van afwijkt.

De zetel van het agentschap is gevestigd in Namen.

Art. 6. Het agentschap helpt de Regering bij het uitstippelen en voeren van een geïntegreerd en overlegd beleid voor de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit op het grondgebied van België.

Daartoe wordt het belast met de volgende opdrachten :

1° de Regering advies geven bij het uitstippelen van een globaal en geïntegreerd beleid voor de bevordering van de landbouw en de ontwikkeling van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit en met het oog daarop een voorstel van meerjarig strategisch programma uitwerken;

2° de Regering gegevens verstrekken i.v.m. de opvolging van de tenuitvoerlegging en de evaluatie van het beleid dat ze terzake voert;

3° de door de ketenraden opgemaakte ontwerpen van programma voor de ontwikkeling en de bevordering analyseren en evalueren;

4° wat de bevordering van de landbouw betreft :

a) de specificiteiten van de Waalse landbouw in het licht stellen en beoordelen;

b) een positief imago van de landbouw, van haar bedrijven en producten ontwikkelen;

c) de generische kwaliteit van de producten aan het licht stellen, o.a. via informatie over evenwichtige voeding;

d) pedagogische acties voeren en de smaakgevoeligheid bevorderen;

e) de sociale, culturele en ecologische functie van de landbouw onderstrepen;

f) het collectieve merk algemeen in het licht stellen;

g) de verschillende wijzen van distributie van de landbouwproducten bevorderen;

5° wat de ontwikkeling van de producten van gedifferentieerde kwaliteit betreft:

a) publiciteit maken voor de gamma's producten van gedifferentieerde kwaliteit;

b) de geloofwaardigheid van de differentiatie van de kwaliteit garanderen door erkenningscriteria vast te leggen voor het uitwerken van de bestekken en door toezicht te houden op de controle die de controle-instellingen uitvoeren;

c) de resultaten verzamelen van de controles en analyses betreffende de inachtneming van de bestekken van het collectieve merk en uitgevoerd door de controle-instellingen;

d) de definitie voorstellen van de voornaamste eisen van het collectieve merk die aan de Regering voorgelegd moeten worden;

e) de prioritaire ontwikkelingsassen van het collectieve merk vastleggen;

f) selectiecriteria voor de keuze van de producten vastleggen;

g) het recht om het collectieve merk te gebruiken toekennen en intrekken, na advies van het merkcomité bedoeld in artikel 10;

h) de operationele tenuitvoerlegging van het collectieve merk beheren door het creëren van een kritieke massa op middellange termijn waarbij het collectieve merk voldoende commercieel gewicht krijgt;

i) aan de verschillende operatoren gegevens over de keten verstrekken om hen te helpen bij het uitstippelen van hun beleid en bij het opvolgen van hun acties.

Art. 7. Het agentschap ontwikkelt elke vorm van samenwerking met openbare of private partners i.v.m. zijn opdrachten.

Art. 8. Elk beroep betreffende de toekenning of de intrekking van het recht van gebruik van het collectieve merk bedoeld in artikel 6, 5°, g, valt onder de bevoegdheid van de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

HOOFDSTUK II. — *Oriëntatiecomité en comité van het collectieve merk*

Art. 9. § 1. De Regering stelt een oriëntatiecomité in dat ermee belast wordt :

1° de Regering advies te geven over :

a) de ontwerpen van de ontwikkelings- en bevorderingsprogramma's uitgewerkt door de ketenraden;

b) de voorstellen tot bevordering van de Waalse landbouw;

c) de ontwikkeling van het collectieve merk;

d) het voorstel van meerjarig strategisch plan bedoeld in artikel 6, 1°;

f) de samenhang tussen de strategie voor de ontwikkeling van het merk voorgedragen door het merkcomité in artikel 10, § 1, 1°, en de ontwerpen van ontwikkelingsprogramma's goedgekeurd door de Regering overeenkomstig het vierde lid van artikel 3;

2° voorstellen te doen en adviezen te geven over het beheer van het agentschap.

§ 2. Het oriëntatiecomité is samengesteld uit negentien leden, benoemd door de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt en verdeeld als volgt :

1° drie vertegenwoordigers van de professionele landbouworganisaties;

2° twee vertegenwoordigers van de transformatiesector;

3° twee vertegenwoordigers van de distributiesector, van wie één uit de coöperatieve sector;

4° drie vertegenwoordigers van de representatieve consumentenverenigingen;

5° vijf vertegenwoordigers van de Regering;

6° de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw of diens vertegenwoordiger;

7° de directeur-generaal van het 'Agence wallonne à l'exportation' (Waal exportagentschap) of diens vertegenwoordiger;

8° twee deskundigen: één marketingspecialist en één wetenschapper.

De Regering benoemt de voorzitter en de vice-voorzitter van het oriëntatiecomité onder de leden.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van het agentschap wonen de vergaderingen van het oriëntatiecomité bij met raadgevende stem.

§ 3. Het oriëntatiecomité maakt zijn reglement van inwendige orde op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 10. § 1. De Regering stelt een comité van het collectieve merk in. Dat comité heeft als opdracht advies uit te brengen over :

1° de te voeren strategie inzake het collectieve merk, de toelating van nieuwe producten onder het collectieve merk en de evaluatie van de producten die reeds onder dat merk staan;

2° de toekenning en de intrekking van het recht om het collectieve merk te gebruiken.

§ 2. Het comité van het collectieve merk is samengesteld uit zeven leden, benoemd door de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt en verdeeld als volgt :

1° één vertegenwoordiger van de professionele landbouworganisaties;

2° één vertegenwoordiger van de transformatiesector;

3° één vertegenwoordiger van de distributiesector, van wie één uit de coöperatieve sector;

4° één vertegenwoordiger van de representatieve consumentenverenigingen;

5° twee vertegenwoordigers van de Regering;

6° één deskundige, gespecialiseerd in marketing.

De Regering benoemt de voorzitter en de vice-voorzitter van het comité van het collectieve merk onder de leden.

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van het agentschap, alsmede één vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Landbouw, wonen de vergaderingen van het comité van het collectieve merk bij met raadgevende stem.

§ 3. Het comité van het collectieve merk maakt zijn reglement van inwendige orde op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

HOOFDSTUK III. — *Dagelijks beheer*

Art. 11. De adviezen uitgebracht door het comité van het merk en het oriëntatiecomité worden gecentraliseerd door het agentschap.

Art. 12. Het agentschap wordt geleid door een directeur-generaal, die door een adjunct-directeur-generaal bijgestaan wordt.

De Regering bepaalt de delegaties van bevoegdheden die aan de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal toegekend worden.

HOOFDSTUK IV. — *Financieel beheer*

Art. 13. Het agentschap beschikt over de volgende middelen :

1° de ontvangsten uit zijn activiteiten;

2° de subsidies ten laste van de begroting van het Waalse Gewest, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;

3° het product van het beheer van het collectieve merk gedeponneerd door de Regering met inachtneming van de geldende Europese regelgeving en volgens de modaliteiten voor het beheer van het collectieve merk, zoals bepaald door de Regering;

4° de opbrengsten uit zijn erfgoed;

5° de door de Regering toegelaten giften en legaten;

6° de financiële participatie van private en openbare partners in de tenuitvoerlegging van projecten in het kader van programma's voor de ontwikkeling en de bevordering van landbouwproducten van gedifferentieerde kwaliteit die nog niet onder het collectieve merk opgenomen zijn;

7° de opbrengsten uit peterschap of cofinanciering.

Art. 14. De Regering maakt het jaarlijkse begrotingsontwerp van het agentschap op.

Het wordt gevoegd bij het ontwerp van de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en ter goedkeuring voorgelegd aan de Waalse Raad. De goedkeuring wordt verkregen via de stemming van de bepalingen die het agentschap betreffen in het decreet houdende de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

De Regering bepaalt de datum waarop het begrotingsontwerp moet vastliggen.

Art. 15. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar staat het gebruik van de in het begrotingsontwerp opgenomen kredieten niet in de weg, behalve als het gaat om uitgaven van een nieuw principe die de begroting van het voorafgaande jaar niet toelaat.

Art. 16. Overdrachten en overschrijdingen van kredieten die op de begroting van het agentschap opgenomen zijn, worden door de Regering toegelaten.

De overwogen kredietoverschrijdingen die een hogere financiële tegemoetkoming tot gevolg hebben dan die waarin de begroting van het Gewest aanvankelijk voorzag, worden eerst goedgekeurd via de stemming van een overeenstemmend krediet op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 17. § 1. Het agentschap bezorgt de Regering periodieke standen en een jaarverslag over zijn activiteiten, met inachtneming van de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Het jaarverslag wordt door de Regering aan de Gewestraad overgemaakt uiterlijk 30 april van het jaar dat volgt op bedoeld jaar.

Daarnaast verschaft het agentschap de Regering jaarlijks een evaluatie van de gevoerde acties, met inbegrip van de relevantie van de middelen en van de doelmatigheid van de tenuitvoerlegging ervan, alsmede elk voorstel i.v.m. de te treffen maatregelen en de toe te passen beleidsvormen met het oog op de verbetering van de resultaten verkregen in het kader van de uitoefening van zijn opdrachten.

§ 2. Het maakt de jaarrekening van de uitvoering van zijn begroting op, alsook een balans, vergezeld van een resultatenrekening, uiterlijk 30 april van het jaar na bedoeld jaar.

§ 3. De Regering organiseert een boekhouding van het agentschap. Ze kan het agentschap ook onderwerpen aan de regels voor de controle van de vastlegging van de uitgaven binnen het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 18. § 1. De Regering bepaalt de bijkomende regels i.v.m. :

- 1° de overlegging van de begrotingen;
- 2° de boekhouding;
- 3° de aflegging van rekeningen;
- 4° de periodieke standen en verslagen.

§ 2. De Regering bepaalt de regels i.v.m.:

- 1° de vastlegging van de ontvangsten en de bestemming ervan;
- 2° de wijze waarop de bestanddelen van het erfgoed geschat worden;
- 3° de wijze van berekening en bepaling van het maximumbedrag van :
 - a) de afschrijvingen;
 - b) de speciale reserves en provisies vereist wegens het soort activiteiten van het agentschap.

Titel IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art.19. Artikel 1, 7°, van het decreet van 22 januari 1988 betreffende het statuut van het personeel van bepaalde instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, dient te worden gelezen als volgt :

“7° « Agence wallonne pour la promotion d’une agriculture de qualité » (Waal agentschap voor de bevordering van een kwaliteitslandbouw)”.

Art. 20. De ontbinding van het agentschap mag slechts bij decreet beslist worden. Dat decreet regelt de wijze van ontbinding. De nettoactiva die bij de ontbinding van het agentschap bestaan, worden op de ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest gestort.

Art. 21. Het decreet van 22 december 1994 tot instelling van een « Office régional de promotion de l’agriculture et de l’horticulture » (Gewestelijke dienst voor de bevordering van de land- en tuinbouw) wordt opgeheven.

Art. 22. De personeelsleden van de « Office régional de promotion de l’agriculture et de l’horticulture » in dienst op de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden van rechtswege naar het agentschap overgeplaatst. Ze behouden de hoedanigheid, graad, bezoldiging en anciënniteit die ze hadden bij de « Office régional de promotion de l’agriculture et de l’horticulture », met inachtneming van de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene beginselen.

Art. 23. De goederen, rechten en plichten van de « Office régional de promotion de l’agriculture et de l’horticulture » worden van rechtswege aan het agentschap overgedragen.

Art. 24. De bepalingen genomen in uitvoering van artikel 4 van het decreet van 22 december 1994 tot instelling van een « Office régional de promotion de l’agriculture et de l’horticulture » blijven van toepassing op het agentschap tot de door de Regering vastgelegde datum, uiterlijk 31 december 2007.

Art. 25. De adviesafdelingen opgericht in uitvoering van artikel 8 van het decreet van 22 december 1994 tot instelling van een « Office régional de promotion de l’agriculture et de l’horticulture » worden gehandhaafd tot de samenstelling van de ketenraden bedoeld in artikel 4 van dit decreet, uiterlijk 31 december 2007.

De gehandhaafde adviesafdelingen geven het agentschap advies in het kader van de promotieacties betreffende de sectoren die ze vertegenwoordigen.

Art. 26. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.’s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Stukken van de Raad 389 (2001-2002) Nrs.1 tot 19.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 december 2002.

Bespreking - Stemming.